

TRIBUNE DE GAUCHE

changer

**Les Britanniques
et le
drame
irlandais**



**SE LIBERER
DU CARCAN
DE L'HISTOIRE**

L'AVORTEMENT, L'EUTHANASIE...

A propos de l'exposé du Dr Hathout

L'article du Dr Hathout paru dans notre numéro de novembre a suscité seulement deux lettres, mais assez circonstanciées. Le texte a « vivement touché » une de nos correspondantes et son mari ; chez l'autre il a provoqué « des frissons d'effroi ». Ne pouvant reproduire la totalité des deux lettres, nous sommes contraints à une sélection que nous espérons fidèle.

« De quel droit doit-on rabaisser tous les hommes et femmes au rang de voyous sans discernement ? Quel manque de foi dans l'homme, quelle généralisation de cas dramatiques, certes, mais loin d'être le cas de tous ! (...)

L'avortement est, certes, un acte profondément triste et regrettable au plus haut degré. J'aimerais que l'on me présente ne serait-ce qu'une femme digne de ce nom qui s'est fait avorter de gaieté de cœur. Aucune ne ressort grandie de cet acte. Mais ne peut-on enfin considérer les femmes comme des adultes à part entière qui sont capables de prendre le choix d'une telle démarche sur elles et sur leur conscience ? Ne sont-elles pas autorisées à opter pour la religion ou pour la non-religion ? (...) Et, dans ce cas, il paraît impensable, dans un pays démocratique, de ne pas légiférer pour 100 % des gens. Ce n'est pas parce qu'une loi existe que tous doivent l'utiliser, mais elle doit être là pour limiter les abus. Relisez la loi française : elle a été faite par une femme admirable à cet égard qui a su passer par dessus ses propres opinions pour servir l'ensemble des gens qui l'avaient mise à son poste. Quel respect des gens ! (...)

L'euthanasie. Là, encore une fois, ne peut-on pas prendre en considération les gens qui ne pensent pas comme nous ? Que fait-on des autres, ceux qui ne sont pas dans la religion, doit-on leur imposer notre façon de penser ? Ne serait-il pas bon d'entraîner par l'exemple plus que d'obliger par l'interdiction sans nuance ? Il me semble que l'Evangile du Christ nous invite pourtant à l'exemple de même qu'il nous invite à ne pas juger son prochain, au nom du bon droit que nous croyons détenir. Cela est aussi valable pour l'avortement. (...)

Il s'agit encore là d'un problème de conscience que chacun de nous a à résoudre et dont il aura à rendre compte devant Dieu.

Pourquoi la première réponse d'un homme à Dieu serait-elle s'il lui demande ce qu'il a fait de sa vie, ce qu'il a fait de sa mort (...) Même le Christ a failli chuter dans le Jardin des oliviers, lui, le fils de Dieu... alors qui dit que Dieu n'aura pas de la miséricorde pour les hommes qui auront craqué devant leurs souffrances morales ou physiques ? Tout le déroulement de leur vie ne pèsera-t-il pas aussi dans la « balance » ? (...)

Face à toutes ces positions (que je ne relève encore pas toutes !) prises au nom du bon droit et de la morale, je vois se dessiner le spectre de l'intolérance qui est source de maux bien graves.

Il serait peut-être bon de considérer une loi telle celle que nous évoquons comme un début, une sorte de cadre dans lequel une ouverture et un dialogue pourraient naître enfin après un refus de voir la réalité encore plus sordide. C'est à partir de là que les défenseurs des principes moraux doivent travailler, pour faire passer leurs idées en les vivant, en en parlant, en aidant ceux dans la détresse, ceux qui appellent au secours, car que sont tous ces actes désespérés si ce n'est la traduction de l'échec de communication de notre société, échec à propos duquel nous sommes tous concernés dans notre égoïsme qui pousse les hommes à refuser la vie (...) Aussi ne les jugeons pas d'en arriver là !

Toute mon amitié à votre équipe et bon courage pour continuer.

LAURENCE de TROGOFF
(Lisieux)

Mère de famille peu alléchée par la pseudo-libération de la femme, j'ai aimé voir affirmées ces valeurs morales qui peuvent nous conduire à la découverte de la vraie libération – celle que promet le Christ. Ironie de la situation : c'est un frère musulman qui parle !

Après lui, je me trouve bien téméraire pour oser m'exprimer. Je n'ai aucune compétence pour traiter du respect de la vie ; je suis seulement comme toute femme, forcément concernée par ce problème (...) La vie m'a montré que si une femme ne se laisse pas entamer par les utopies à la mode, mais si elle cherche honnêtement quelle est

la volonté de Dieu sur elle, elle n'est pas « perdante », selon l'expression du conférencier.

Je tente « d'élever » (intéressant ce verbe !) six enfants. Contrairement à beaucoup de mes contemporaines, je n'ai pas « programmé » leur naissance. Je les ai tout bêtement acceptés ; plutôt la réalité m'oblige à dire qu'ils me sont « tombés du ciel ». Plus ou moins confusément j'ai toujours senti que la vie est un mystère sacré dépassant de très loin notre intelligence humaine et le Dr Hathout a raison de laisser entendre qu'il ne nous appartient pas de décider si oui ou non nous voulons un enfant (sauf cas de force majeure). Laissons au Créateur le soin de programmer lui-même les naissances : ne sait-il pas mieux que nous ce qu'il nous faut ? Pour ma part, j'ai fait entièrement confiance en Sa miséricorde sachant qu'Il ne m'enverrait aucun enfant que je ne puisse assumer. Chacun m'a apporté son cadeau, et ceux que j'ai eu le plus de mal à accepter sont ceux auxquels je suis le plus liée et ceux qui m'ont le plus aidé à avancer (...)

La plus misérable des femmes peut sentir, lorsqu'elle est enceinte, que son corps devient un chantier – un temple, devrait-on dire – où les plus hautes puissances spirituelles travaillent à une œuvre sacrée : l'édification du corps d'un être humain (...)

Toute future mère devrait se sentir visitée par la Mère divine qui lui donne « charge d'âme » – une des plus hautes missions qui soit, sans doute.

La naissance serait alors vécue tout autrement qu'elle l'est de nos jours, dans nos pays, où l'on ne parle que « d'accouchement » : le corps physique d'une femme expulse le corps d'un bébé – phénomène biologique livré aux mains des spécialistes dans une salle aseptisée avec tous les raffinements de la technologie (à défaut quelques fois de la plus élémentaire psychologie), de la médecine, de la science etc. Pour une femme primitive, ou pour une Européenne sous-développée intellectuellement mais ayant fait un certain cheminement spirituel intérieur, la naissance est un événement religieux.

MARIE SAVINIEN
(Bourbon l'Archambault)

Nous sommes bien conscients de n'avoir pu, par la publication de l'exposé du Dr Hathout et par ces extraits de lettres, qu'effleurer un sujet qui ne peut être abordé qu'avec la plus grande gravité. Nous comptons reprendre la question avec plus de recul dans un prochain numéro qui sera centré davantage sur le don de la vie et l'encouragement à la vie.

LA REDACTION

changer

TRIBUNE DE CAUX

Revue mensuelle

publiée par le Réarmement moral
Commission paritaire de la presse : N° 62060

France : 68, bd Flandrin, 75116 Paris.
Tél. (1) 727.12.64.

Suisse : Case postale 3, 1211 Genève 20.
Tél. (022) 33.09.20.

Responsable de la publication :
Jean-Jacques Odier.

Rédaction et réalisation : Frédéric et Nathalie Chavanne, Philippe et Lisbeth Lasserre, Daniel Mottu, Charles Piguët, Philippe Schweisguth, Evelyne Seydoux.

Administration, diffusion : Nancy de Barrau, Maurice Favre, Hélène Golay, Colette Lorain.

Société éditrice : Éditions, théâtre et films de Caux, S.A., Lucerne (Suisse).

Imprimerie : J.P., 69150 Décines (France).

ABONNEMENTS

annuels (11 ou 12 numéros)

France : FF 80 ; Suisse : Fr.s.24. —
Belgique : FB 575 ; Canada : \$ 17. —
Autres pays par voie normale : FF 90 ou
Fr.s.27. — Par avion : FF 100 ou
Fr.s.30. — Prix spécial étudiants,
lycéens : FF 40 ; Fr.s.15. — ; FB 280.

Verser le montant de l'abonnement :

France : à « Changer » (68, boulevard Flandrin, 75116 Paris), par chèque bancaire, ou par C.C.P. 32 726 49 T, La Source.

Suisse : à « Changer », C.C.P. 12-755, Genève.

Belgique : au Réarmement moral, 123, rue Th. de Cuyper, Bte 39, 1200 Bruxelles, C.C.P. 000-057 81 60-40 Bruxelles (avec la mention « abonnement Changer »).

Canada : par chèque bancaire au nom de « Tribune de Caux », 387, chemin de la Côte Sainte-Catherine, Montréal, Québec H2V 2B5.

Zone franc d'Afrique : par mandat de 5 000 francs CFA (abonnement avion) ou 4 500 francs (par voie maritime) à « Changer » (68, boulevard Flandrin, 75116 Paris), C.C.P. 32 726 49 T, La Source, France.

Que veut le Réarmement moral ?

La refonte de la société ne peut s'opérer en définitive que par la transformation des hommes. Tel est le principe.

Une école du changement où les hommes apprennent à rechercher la volonté divine, à respecter les valeurs morales et à les rendre contagieuses. Tel est le cheminement.

Des équipes agissantes s'efforçant d'établir un dialogue fécond là où règne l'antagonisme, de guérir les hommes de leurs préjugés et de leurs haines jusque dans l'arène sociale et politique ou dans les relations internationales. Telle se présente l'action sur le terrain.

Conçu à l'origine et poursuivi depuis plusieurs décennies par des personnes animées par l'idéal chrétien, le Réarmement moral se veut ouvert à des hommes de toutes croyances dans un respect mutuel et en vue d'un combat commun pour un avenir meilleur.

LECTEURS, L'AVENIR DE « CHANGER » EST ENTRE VOS MAINS

Certains abonnés nous écrivent ou nous disent l'encouragement croissant qu'ils trouvent à la lecture de notre mensuel. C'est bien. Nous en sommes reconnaissants. Nous osons espérer que *Changer* répond à un besoin de notre époque et que, mis entre les mains de n'importe quelle personne soucieuse du devenir du monde, il apporte un stimulant à sa réflexion ainsi qu'à sa vie personnelle et sociale.

Cependant, nous constatons une érosion lente, mais régulière du nombre de nos abonnés, et cela en France, en Suisse comme dans les autres pays.

D'autre part, tous les organes de presse sont soumis à des contraintes de plus en plus lourdes. Pour donner un exemple, les tarifs d'affranchissement à destination des pays autres que la France ont triplé depuis cinq ans.

Ces deux facteurs nous font descendre au seuil de la rentabilité financière. Que faire alors ? Il est un stade au delà duquel comprimer encore les coûts de production équivaut à dévaloriser le produit. Engager de vastes campagnes de diffusion sur listings est extrêmement onéreux pour un rendement minimum. Enfin, les responsables de la revue tiennent à équilibrer leur budget indépendamment des autres actions menées par le Réarmement moral.

La seule solution saine et durable passe par un effort soutenu des lecteurs eux-mêmes pour augmenter, unité par unité, le nombre des abonnés.

Les campagnes ponctuelles que nous vous avons proposées ces dernières années ont obtenu des résultats plus qu'encourageants : souvent 10 % d'abonnés nouveaux par rapport au nombre de noms communiqués par les lecteurs de *Changer*. Nous vous en remercions et nous nous apprêtons, le mois prochain, à vous solliciter à nouveau.

Nous savons l'effort que nous demandons. Proposer à des amis, à des collègues, la lecture d'une revue nouvelle et l'abonnement à ce périodique requiert une réflexion judicieuse et sélective. Nous ne vous demandons pas du nombre (ce serait d'ailleurs préjudiciable pour vous et inefficace pour *Changer*). Mais n'ayons pas honte du produit. Il a la valeur que vous saurez lui reconnaître.

Dans le prochain numéro, nous publierons un formulaire en vue de cette campagne. D'ici là, nous vous engageons à réfléchir, peut-être en famille, à ceux qui pourraient bénéficier de cette promotion. Nous vous en remercions d'avance.

L'effort que nous vous demandons ne nous dispense pas, hélas, de l'obligation de relever nos tarifs. L'abonnement en France passera le 1^{er} février à 90 F., en Suisse à Fr.s. 25.-. Les prix dans les autres pays subiront des hausses analogues. Si vous avez déjà reçu une demande de renouvellement de votre abonnement, vous pouvez encore y donner suite au prix actuel jusqu'à la fin janvier.

L'ÉQUIPE RESPONSABLE DE *CHANGER*

Dans une ville anglaise après l'assassinat d'Indira Gandhi

HEURE PAR HEURE DÉSAMORCER LA TENSION

Les événements relatés ici se sont déroulés le 31 octobre dernier et les jours suivants à Newcastle. Depuis que j'en ai entendu le récit, lors d'un dîner dans la banlieue lyonnaise, de la bouche de Hari Shukla, délégué aux relations intercommunautaires du comté anglais de Tyne and Wear, ils sont restés gravés à mon esprit. Je tente ici de les restituer le plus fidèlement possible. C'est donc M. Shukla qui parle.

J.-J. O.

La nouvelle est tombée vers 7 h 30 du matin : « Indira Gandhi est dans un état critique après que des Sikhs appartenant à sa garde personnelle ont tiré sur elle. » Le temps d'arriver à mon bureau et j'apprends qu'elle n'a pas survécu à ses blessures. Hindou moi-même – bien que n'ayant vécu en Inde qu'une dizaine d'années lors de mon adolescence – je sens la douleur me transpercer et je sais que ces sentiments vont envahir les nombreux membres de ma communauté qui habitent Newcastle. Je pense également au Sikhs, qui résident aussi par milliers dans la ville. Vont-ils laisser éclater leur joie comme certains d'entre eux sont en train de le faire à Londres et ailleurs ? Les deux communautés vont-elles se dresser l'une contre l'autre, avec tous les risques que cela comporte pour elles et pour les habitants de Newcastle ?

Carte blanche

Délégué aux relations intercommunautaires du comté, je dois m'élever au-dessus de la mêlée et agir sans délai. Je me rends immédiatement au bureau de M. Brockington, secrétaire général de la mairie, un homme très respecté. Je lui dis : « Il faut à tout prix réunir, et très rapidement, les responsables des deux communautés. » Il me répond : « Je vous donne carte blanche et je reste, bien sûr, à votre disposition à tout moment. »

J'appelle ensuite le chef de la police du comté, M. Bailey. Il se trouve bien à son quartier général, mais il y préside

une conférence internationale. Les relations de confiance que nous avons pu établir avec la police depuis dix ans sont telles qu'il n'hésite pas un instant : il sait que quand je cherche à l'atteindre au téléphone, c'est de toute importance.

« Je compatis de tout cœur avec vous et avec ceux de votre communauté, me dit-il, que puis-je faire pour vous ?

– M. Bailey, il faut absolument réunir les représentants des Hindous et des Sikhs.

– Quand ?

– Dans deux heures. Cela me donnera le temps de les atteindre.

– Pas de problèmes de mon côté. Vous pouvez leur dire que je les convoque. Dès qu'ils seront réunis, avertissez-moi, je sortirai de ma conférence pour les rencontrer. »



M. G. Sarang, un des dirigeants sikhs de Newcastle, avec M. Hari Shukla.

Chaque minute compte et je n'arrête pas de téléphoner. Tout le monde comprend que cette réunion de crise est urgente et doit précéder les réactions qui ne manqueront pas de se produire parmi les Hindous comme parmi les Sikhs.

A onze heures, nous sommes donc tous rassemblés avec le chef de la police et le secrétaire général de la mairie. La

tension est grande, mais les responsables des deux communautés se comportent avec dignité. Ils nous promettent, les uns et les autres, de ne rien faire qui puisse troubler l'ordre public. Le chef de la police, quant à lui, donne son assurance que ses services se tiendront prêts à soutenir les efforts des deux communautés en vue de faire régner la tranquillité.

Soulagés, nous nous séparons, non sans avoir fixé une seconde réunion, car nous savons bien que nous n'avons qu'un court répit. En effet, les nouvelles des massacres en Inde comme celles des débordements et des heurts qui ont lieu à Londres et dans d'autres villes s'amplifient toute la journée. Nous nous rendons compte qu'il faudra beaucoup de diplomatie pour éviter un affrontement.

En pleine crise

Lors de la seconde réunion, les Hindous annoncent qu'ils ont arrêté leur décision : ils organiseront une marche jusqu'au crématoire où ils tiendront une cérémonie au moment même où le corps d'Indira Gandhi sera incinéré. Les Sikhs réagissent aussitôt violemment : ils s'opposent par tous les moyens à ce genre de manifestations, qu'ils estiment être dirigées contre eux. Nous sommes en pleine crise, mais heureusement nous pouvons continuer à discuter. Le chef de la police, le secrétaire général de la mairie et moi-même, nous nous ingéniions à trouver des issues. Et si, étant donné les distances à parcourir, la marche projetée se faisait en voiture ? Le chef de la police s'empresse d'assurer que, dans ce cas, ses services seraient mieux à même de régler la circulation. Une autre suggestion est faite : au lieu de prévoir un seul cortège de voitures, qui risquerait fort de perturber le trafic, pourquoi ne pas organiser une convergence de voitures arrivant en étoile de tous les quartiers hindous de Newcastle ? L'idée, par son originalité, séduit les Hindous. Les

Sikhs, quant à eux, n'y opposent aucune objection, à condition toutefois que les Hindous n'en profitent pas pour donner un caractère spectaculaire à leur manifestation.

Nous nous séparons à nouveau. La balle est dans le camp de la police. Elle devra s'arranger, au moment de l'arrivée des voitures au crématoire, pour faire descendre rapidement les passagers et pour diriger les conducteurs vers le grand parking qui se trouve à proximité. Tout se passera dans le plus grand calme.

J'ai précisé qu'en tant qu'hindou j'avais dû faire abstraction de mes sentiments personnels pour rester impartial. Mais il en a certainement été de même de deux personnalités sikhs de la région, le Dr Papiha, qui préside notre Conseil des Relations intercommunautaires, et M. Sarang, qui siège à la Commission nationale pour l'Égalité raciale. Les discussions parfois houleuses de cette semaine nous ont opposés à tel

ou tel moment, mais je dois rendre hommage à leur objectivité et à la part qu'ils ont prise aux solutions qui sont intervenues.

Nous aurions pu nous en tenir là. Mais nous pensons à l'avenir. Il s'agit de faire le maximum pour que les deux communautés ne restent pas sur un compromis précaire, qui n'aurait que contenu momentanément les haines et les rancœurs. Brockington a une idée téméraire : pourquoi ne pas inviter toutes les communautés immigrées et les Anglais de souche à une cérémonie commune de prière pour la paix en Inde, en Angleterre et à Newcastle ? Il téléphone au doyen de la cathédrale qui accepte d'accueillir la cérémonie. Hindous et Sikhs sont d'accord, mais ces derniers exigent que le nom d'Indira Gandhi, ni aucun autre nom ne soit mentionné à cette occasion. Accord des Hindous.

L'organisation de la cérémonie demandera beaucoup de minutie, les Sikhs

craignant que des prières dites à haute voix par les uns ou les autres n'avivent les passions. Il est donc décidé qu'en entrant dans la cathédrale, chaque arrivant recevra un cierge qu'il allumera et qu'il plantera dans un grand enclos de sable avant de faire une prière *silencieuse* pour la paix. On se met tous d'accord sur le texte d'une prière commune qui sera lue à haute voix par les représentants des diverses communautés présentes, chacun dans sa langue.

Le jour venu, la cérémonie se passe dans la plus grande ferveur. Des porte-parole des communautés liront la prière, depuis les Israélites jusqu'aux Chinois et aux Arabes et, bien sûr, aux divers groupes indiens.

A la sortie de la cathédrale, on verra des Sikhs et des Hindous se saluer avec empressement. Une semaine de fièvre et d'angoisse aura peut-être renforcé les liens au lieu de les distendre.

(D'après le récit de Hari Shukla).

« RECRÉER LE TISSU SOCIAL FIL À FIL »

Dans la banlieue lyonnaise, un colloque sur l'insécurité urbaine

L'insécurité urbaine, sujet explosif s'il en est. Et pourtant, à la mi-novembre, ce thème a fait l'objet d'un colloque dans la banlieue Est de Lyon – à trois kilomètres des Minguettes¹ – sans que l'on y entende ni allusion politique insidieuse ni mise en accusation des absents. Ce seul fait en dit long sur la qualité de l'organisation et des débats.

Les absents ? Les représentants des communes tenues par l'opposition – ce qui est le cas de tous les arrondissements de Lyon. Mais un militant socialiste a eu la franchise d'avouer devant moi : « Si un tel colloque avait été organisé par la droite, y serions-nous allés ? J'en doute. » La frontière politique semble bien difficile à franchir !

L'organisatrice du colloque : Mme Sublet, maire de la commune de Feyzin, député socialiste. Les présents : un bon nombre des acteurs de la vie sociale

de cette banlieue qui souffre par endroits, comme bien d'autres régions françaises, du fléau de l'insécurité. Ce brassage social était voulu. Mme Sublet attendait que le travailleur social parle au policier, le conseiller municipal au gardien d'immeuble, le juge d'enfants à l'enseignant. Condition indispensable, à ses yeux, pour que se recrée un tissu social fort, premier antidote à la délinquance.

« Traiter les problèmes ou les exploiter »

« Traiter l'insécurité ou l'exploiter, il faut choisir ; on ne peut pas faire les deux, » a dit d'emblée Gilbert Bonnemaison, vice-président du Conseil national de Prévention de la Délinquance. Dépasser les clivages corporatistes et politiques est pour lui nécessité urgente.

C'est bien dans cet esprit que sont intervenus, l'un après l'autre, les porte-parole des différents corps sociaux. D'abord la police, qui n'a pas caché les

difficultés de sa mission. Pour mettre un fonctionnaire sur la voie publique, a souligné le commissaire principal Olive, de Vénissieux, il en faut en vérité six – certains diront même sept – à cause des contraintes administratives, des périodes de repos et du raccourcissement des journées de travail. Il a également insisté sur le fait que 50 % au moins des cas traités par la police pourraient être résolus en amont. Dans ce domaine, on a évoqué des expériences qui ont été faites ailleurs (commissions de conciliation sociale en Pologne ; « Community Board Programm » à San Francisco, probablement l'expérience la plus importante de conciliation des litiges par les habitants eux-mêmes).

Insécurité et sentiment d'insécurité

Les mêmes problèmes se posent à la justice, enserrée entre l'échec du système carcéral, l'exigence des victimes

(1) Quartier de Vénissieux dont les problèmes d'insécurité ont été largement évoqués dans les médias.

des délits et la difficulté de trouver des peines de substitution préservant l'intégration du délinquant dans le tissu social. Un juge pour enfants, M. Berger, s'est efforcé de démystifier le sentiment d'insécurité – distinct du fait de l'insécurité² – en rappelant que la délinquance est loin d'en être la seule cause. Le risque de mourir ou d'être blessé par agression est par exemple extrêmement limité par rapport aux risques d'accidents de la rue ou de la route.

Le juge Berger a instamment demandé à la presse qu'elle s'habitue à préciser les mesures prises par la justice lorsqu'il n'y a pas d'incarcération du coupable. Cela contribuerait, selon lui, à combattre le sentiment d'insécurité.

L'intervention d'une assistante sociale des Minguettes a été particulièrement remarquée. Elle a d'abord émis quelques réserves sur le titre même du colloque : « Vivre en société, vivre en sécurité. » Tout en reconnaissant qu'il y a des seuils intolérables d'insécurité, elle a précisé : « Vivre en société, c'est assumer des risques, » puis elle a souligné, parlant des Minguettes en particulier, l'importance de réactiver la communication sociale (y compris entre victimes et agresseurs, qui souvent peuvent se retrouver dans la situation inverse), de valoriser les réseaux de relations dans le quartier, d'assouplir les démarches de mutations de logements locatifs et de redonner confiance en tout ce qui, dans la vie, est porteur de sens. « Il s'agit, a-t-elle conclu, de refaire le tissu social fil à fil. C'est le pari dans lequel nous sommes tous engagés. »

Un collège reprend vie

« Peut-on laisser aux seules institutions le soin d'aborder les problèmes de l'insécurité ? » a demandé pour sa part un animateur du Mouvement d'action sociale, organisme de soutien aux libérés des prisons. Pour lui, la réponse est nécessairement négative, et il a insisté sur le rôle des bénévoles car ils perçoivent les problèmes de façon plus viscérale que le professionnel et sont donc en mesure de mieux les objectiver.

Le témoignage le plus percutant a sans doute été celui d'une équipe du

(2) A un groupe de personnes âgées qui se plaignaient de ne plus pouvoir sortir dans la rue sans se faire agresser, le maire d'une commune avait demandé : « Lesquels d'entre vous avez été victimes d'agressions ? » Silence total de l'assistance.



Mme Sublet avec quelques-uns des participants au colloque.

collège Paul Eluard, des Minguettes : le principal, des enseignants, des parents d'élèves, une assistance sociale. Il y a trois ans, ce collège était pratiquement en état de non-fonctionnement. Sans parler des élèves qui ne venaient simplement pas en classe, cent vingt autres, m'a précisé par la suite le principal, arrivaient jour après jour sans cahiers, sans livres, sans crayons ! Il fallait donc tout reprendre à zéro, faire retrouver aux jeunes le chemin de l'école et le goût de l'effort en s'appuyant sur la richesse propre à chaque enfant. On a en effet constaté, par exemple, que des enfants d'immigrés qui avaient de la peine à suivre la classe étaient en revanche très capables dans le domaine des démarches administratives, qu'ils faisaient régulièrement pour leurs parents.

Depuis deux ans, un effort soutenu a été entrepris dans deux directions : Changer l'école d'une part et l'ouvrir sur le quartier d'autre part. Le collège a été aidé par son classement dans les zones d'éducation prioritaires, ce qui lui a valu des moyens accrus, et par l'instauration d'une cogestion de tout ce qui, dans l'établissement, pouvait être cogéré. Ainsi enseignants, parents d'élèves, personnel d'encadrement et interlocuteurs extérieurs (mairie, travailleurs sociaux) ont été associés au maximum à l'établissement du projet éducatif. La constitution d'une véritable équipe pédagogique a fait ressentir aux enseignants placés dans des situations difficiles qu'ils n'étaient pas seuls et qu'ils pouvaient en toute circonstance trouver l'aide et le soutien dont ils avaient besoin.

Un aspect spectaculaire de ce redressement concerne les rackets. Ce phé-

nomène hélas courant dans les collèges français a disparu de l'établissement depuis qu'il a été décidé de l'aborder franchement en début d'année en présence de tous les élèves. L'exigence d'une restitution de tout objet ou argent volé dans la demi-heure qui suit le larcin a été annoncée. En contre-partie, le mouchardage n'est pas toléré et il est entendu que le coupable, s'il restitue les biens, ne sera pas mis en accusation publiquement, ni singularisé.

Explorer toutes les voies de la prévention

Il restait à entendre deux autres acteurs de la vie en société, les médias et les élus. Un journaliste s'est appliqué à démonter les mécanismes de la création du sentiment d'insécurité à partir de la publication des faits divers, ce qui a donné lieu, par la suite, à un échange fort animé.

Le point de vue de l'élu a été exprimé par Mme Sublet elle-même, qui a souligné l'excès de sollicitations dont ses pairs sont l'objet et a fait remarquer la contradiction entre le refus de témoigner du citoyen en cas de délit et le reproche qu'il fait facilement à la police de ne pas découvrir les coupables ou à la justice de ne pas les poursuivre. Mme Sublet a demandé qu'une attention plus grande soit apportée à l'information des victimes sur la suite de la procédure. Elle a aussi émis le vœu que les municipalités, au lieu de se contenter de demander des moyens supplémentaires de répression, s'attachent à explorer toutes les voies possibles de prévention : nouvelles formes de vie associative, attributions de logement mieux étudiées,

règlements à l'amiable des conflits de voisinage, efforts visant à motiver la population pour une meilleure qualité de vie dans les quartiers.

Tous ces aspects, en fin de colloque, ont été abordés dans des carrefours par secteur géographique et devraient se prolonger, dans l'esprit de Mme Sublet, par des mesures novatrices et originales dans les semaines et les mois à venir.

Une autre demi-journée a été consacrée aux témoignages concernant des réalisations concrètes pouvant inspirer l'action des participants. Le délégué aux relations intercommunautaires du comté entourant la ville anglaise de Newcastle a eu l'occasion d'évoquer en détail le réseau de relations qui a été créé dans sa région entre collectivités locales, services sociaux et éducatifs, police et populations immigrées, et en particulier la prise en compte du fait pluriculturel dans l'action et la formation de la police³.

Libérer le policier

Dans ce même domaine, il convient d'accorder une attention particulière à l'expérience engagée au sein de la police toulousaine. Pour assurer une meilleure liaison entre les différents services et pour orienter l'action préventive, une

(3) Voir « Changer » N° 152, juin 1984 – Voir aussi le témoignage page 4.

nouvelle structure a été créée, sorte d'organe d'état-major qui s'efforce de faire évoluer l'institution policière, de faciliter sa coopération avec les autres institutions et de libérer au maximum le policier des tâches administratives – notamment par l'informatisation des commissariats – de façon à ce qu'il puisse être davantage présent sur le terrain. Cet effort se traduit par le développement de l'ilotage – affectation d'un policier à un périmètre précis et limité – qui fait peu à peu de l'ilotier l'interlocuteur privilégié de la mairie, des travailleurs sociaux, des écoles, des associations et qui lui permet de résoudre de nombreux problèmes par lui-même au lieu de tout faire remonter aux échelons supérieurs.

Il a été significatif de constater que les démarches entreprises à Toulouse par la police et à Newcastle par le Conseil des Relations intercommunautaires pour encourager la création d'associations parmi les communautés immigrées – condition de la concertation locale – se sont faites de façon très analogue, c'est-à-dire progressivement et empiriquement, en commençant par des relations personnelles et amicales se développant spontanément.

Un débat de plus ?

Le colloque de Feyzin apparaîtra-t-il à l'avenir simplement comme un débat de plus dans le vaste domaine de l'in-

sécurité urbaine ? L'esprit même de ces journées, l'ambiance à la fois sérieuse et conviviale, la mise en évidence des réalisations très diverses qui ont vu le jour dans la banlieue lyonnaise comme les témoignages extérieurs nous permettent de penser que ce colloque aura des suites positives. Dans la mesure où chacun des participants se sentira désormais non seulement concerné, mais engagé.

JEAN-JACQUES ODIER

PHOTOS : T. Blair : p. 13 ; Bord Faille Photo : pp. 10, 11 et 12 ; Braeckle : pp. 14 et 15 ; Northern Ireland Tourist Board : p. 1 ; Odier : p. 4 ; Peyroche : p. 6.

TELEQUEL

LA SOCIÉTÉ DES CHIENS ET DES CHATS

Dans un compte-rendu de voyage en Europe que nous a remis un ami africain, nous avons lu ces phrases pertinentes que nous reproduisons telles quelles.

L'Europe doit réinventer la famille. Je viens de lire dans le journal *Le Monde* que la France compte quatre millions de chiens et trois millions de chats. Au départ, beaucoup de gens croyaient que la limitation des naissances en Europe était fondée sur des raisons économiques. Or le budget alloué aux sept millions de chiens et de chats peut nourrir quatorze millions d'enfants. La société de demain sera-t-elle une société de chiens et de chats ou une société plus humaine et plus juste ? L'enfant unique considère l'animal domestique comme son frère et sa sœur. Ils sont élevés ensemble et dans les mêmes conditions. Pendant ce temps, on lui dit que l'immigré est de trop dans sa communauté nationale. Lorsqu'il sera grand, il affectionnera le chien et livrera la guerre à l'immigré. A la place du chien ou du chat, il faudrait que les grands-parents de l'Europe puissent encore s'occuper de leurs petits-fils et de leurs petites-filles. L'Europe doit réinventer la parenté. Les chiens et les chats devront céder la place aux cousins et cousines, aux oncles, aux neveux et nièces. Sur ce point, l'Afrique est prête à vous aider.



**Il est rassurant
de se savoir bien assuré.**

Discutons-en entre nous.

winterthur
assurances

Toujours près de vous

Mariés depuis vingt-cinq ans, Jean-Jacques et Marie-Lise sont parents heureux de deux garçons, aujourd'hui âgés de 18 et 13 ans.

Engagés tous deux, bien avant la naissance de leur couple, dans la spiritualité du Réarmement moral, tout entière orientée sur la transparence des consciences, ils peuvent prétendre à ne rien avoir à se cacher, ni à cacher aux autres...

Pourtant, ils ne sont pas sûrs que ce soit dans le couple que la communication, tant recherchée à notre époque, soit la plus aisée. Ils ne pensent pas non plus que les pulsions puissantes qui montent des corps soient suffisantes à réunir les cœurs ou à effacer les ombres que la vie apporte chaque jour avec elle, comme la rivière charrie le limon.

Aussi ont-ils demandé à un observateur ami, dont l'expérience conjugale s'étend sur plus du quart de siècle – sans pour autant être un véritable psychologue – d'interpréter leurs réactions et de les leur renvoyer, comme dans un miroir, par écrit. Ils ont ensuite retouché cet écrit, reflet de leurs regards croisés sur la communication.

Leurs interrogations anciennes, actuelles, et continues sur ce phénomène – peut-être le plus important de tous ceux sur lesquels se penchent les médecins de la société – résonnent comme les battements intimes de deux cœurs, prisonniers d'une gangue de pierre, formée par le temps, comme la sculpture des Visiteurs du Soir, stratifiée par Satan, jusqu'au jour de l'éternité.

D.S.

J.J. : J'étais très amoureux de Marie-Lise. Cela a été le coup de foudre, bien avant qu'elle soit en âge de m'épouser. Elle n'avait que quatorze ans quand je l'ai rencontrée. Sur le plan des convergences intellectuelles, d'autres jeunes filles pouvaient avoir une plus grande emprise sur moi, mais pour Marie-Lise j'ai éprouvé un autre sentiment, celui d'une conviction. Oui : Dieu me la destinait. Tel était du moins ce que je ressentais.

M.L. : Nous nous sommes fiancés beaucoup plus tard. Pour ma part, je n'ai pas éprouvé le coup de foudre, ma conviction est née avant les sentiments, Dieu me dictait.

J.J. : On idéalise le coup de foudre, ou l'attraction mutuelle, mais quand on analyse avec honnêteté intellectuelle ce qui conduit un homme et une femme l'un vers l'autre, on trouve un étrange mélange de motivations qui ne sont pas de l'amour pur. Il y a la sensualité, le désir de sécurité, l'ambition, le rejet de sa propre famille... Il s'agit de distinguer tout cela assez tôt.

Archéologie du couple

J.J. : On croit que les amoureux sont seuls au monde, mais ils ne le restent pas longtemps. On découvre rapidement qu'un environnement et qu'un passé pèsent lourdement sur la vie à deux.

Remonte à la surface tout ce qui a été irrésolu dans la relation avec parents, frères et sœurs. Chacun des membres

Daniel Sagnol sonde Jean-Jacques et Marie-Lise sur la communication

FENÊTRE S

du couple reproduit – parfois par la négative – le poids de la mémoire.

M.L. : Les relations avec mon père avaient été difficiles. J'avais conservé envers lui de l'amertume, même de la haine. A cause de ses deux divorces et de ses deux remariages, j'estimais ne pas avoir reçu de lui ce à quoi j'avais droit. Aussi je demandais aux autres ce que je n'avais pas reçu de mon père. Avec Jean-Jacques, on s'aimait beaucoup, et pourtant nos premières années ont été difficiles ; j'étais frustrée, insatisfaite...

Mais je conserve de cette époque une reconnaissance à Jean-Jacques pour sa fermeté. Il m'a dit : « Tu sais, les choses ne sont pas guéries, » et il a fallu que je trouve une réponse totale à mon mal.

J'avais pardonné à mon père, mais il m'est apparu que je devais lui demander pardon, je ne savais pas pourquoi. Peut-être pour 5 % de la responsabilité alors qu'il en avait 95 % ? J'ai écrit une lettre pour lui demander pardon, mais c'était une lettre « conditionnelle »... Cette première lettre n'est pas partie... puis j'en ai écrit une seconde... Ce n'est qu'à la troisième que Jean-Jacques m'a dit : « Maintenant tu peux l'envoyer. » En effet, je m'étais soudain revue, à quatorze ans, revenant vivre avec mon père que j'aimais. J'ai compris qu'à cette époque j'avais décidé, un jour, de lui fermer mon cœur. Il n'y a que moi qui disposais de mon cœur. C'était ma seule responsabilité. J'ai ainsi mesuré le mal que je lui avais fait, peut-être au moment où il avait le plus besoin de toute mon affection.

Mon père m'a répondu. Il me demandait pardon. Il me parlait aussi de ses relations avec son propre père, lequel avait été très autoritaire. Il me disait enfin qu'il n'avait pas de foi, mais espérait en trouver une.

La source d'amertume s'est tarie en moi. Dès ce jour, j'ai changé d'attitude envers Jean-Jacques. Dieu devenait le seul qui pouvait me satisfaire.

J.J. : Mon père est mort lorsque j'avais neuf ans. Mais je n'ai compris qu'à 21 ans combien il m'avait manqué. Cette clarté m'est apparue comme un vertige. Elle m'aidait à comprendre une des raisons de ma timidité, de ma peur d'aller vers les autres. Comme j'ai vécu toute mon adolescence avec ma mère, il est normal qu'elle ait joué un rôle dominant. Un jour, je me suis révolté intérieurement, mais il m'a fallu très longtemps pour me débarrasser des causes intérieures de ma

Jacques et Marie-Lise Odier
dans la vie à deux

UR COUPLE

dépendance, car la révolte ne guérit pas de la domination d'autrui, même si celle-ci est bienveillante.

Comme j'estimais Marie-Lise plus forte que moi spirituellement, j'ai inconsciemment essayé d'abord de me reposer sur elle, sans m'apercevoir que je perpétuais ainsi ma dépendance d'autrui.

« On ne se réconcilie pas sur l'oreiller »

M.L. : On parle beaucoup de la sexualité, comme si elle suffisait à régler les problèmes de communication dans le couple. Chez nous, parce que nous avions un objectif de vie qui demandait beaucoup de nous, nous avons abordé la question dans une toute autre perspective, mais il nous a été d'abord difficile de parler de la sexualité : une pudeur nous empêchait de définir ensemble la place qu'elle devait occuper dans notre vie.

J.J. : Beaucoup de couples semblent se heurter à des difficultés parce que l'homme ne mesure pas avec suffisamment de lucidité les instincts de brutalité qui sont au fond de lui et qui, s'ils ne sont pas guéris, dénaturent la sexualité.

Parfois, il a des exigences à l'égard de son conjoint qui blessent sa sensibilité ou même créent une tension permanente.

Quand l'homme a le dernier mot et la femme se résigne, la communication est coupée. J'ai dû découvrir ces traits de brutalité en moi, et cela a été le point de départ d'un réel dialogue entre nous sur le rôle de la sexualité.

M.L. : C'est essentiel, si l'on veut aider d'autres couples qui, par manque d'honnêteté dans ce domaine, en arrivent à une exaspération fatale. De toute façon, nous nous sommes toujours refusés à nous « réconcilier sur l'oreiller », car nous savons que la sexualité ne peut se substituer à la vraie communication des cœurs.

Epoux ou parents ?

J.J. : « L'amour c'est être deux et n'être qu'un, » a-t-on dit, mais ça se complique quand on a moins d'occasions de se retrouver en tête-à-tête.

M.L. : Oui, car il y a les enfants, que nous avons eus d'ailleurs assez tardivement. J'éprouve comme des papillons dans l'estomac quand je pense qu'un jour ils quitteront notre foyer. Mais c'est aussi ambigu : il y a deux faces à cette situation, comme les deux visages du dieu Janus, car les enfants dérangent aussi... Nous avons d'ailleurs accepté qu'ils nous dérangent. Et puis c'est peut-être le moment où ils nous dérangent qui est le plus important pour eux, quand ils prennent conscience de ce qui existe entre nous.

J'ai eu beaucoup de peine à faire comprendre à Jean-Jacques qu'il devait prendre une responsabilité finale, à égalité avec moi, pour la formation du caractère de nos fils. Il se dérobaît et j'avais toujours l'impression, dans les moments cruciaux, de me retrouver seule avec cette lourde tâche.

J.J. : Nous sommes ici au cœur de la crise de communication. Il est vrai qu'il faut arriver à se mettre d'accord, profondément, sur le rôle de chacun dans l'éducation. Or, je reconnais maintenant qu'il y a quelques années je préférerais survoler ce problème au lieu de l'attaquer de front. Et je sais qu'il en est de même pour beaucoup d'hommes. Est-ce un reliquat de l'ère des cavernes où l'homme partait chasser pour rapporter les victuailles, tandis que la femme protégeait la famille ? Toujours est-il que je ne tenais pas à mettre les points sur les i, alors que Marie-Lise désirait et désire toujours que les discussions soient claires. Cela vient sans doute du manque de sécurité qu'elle a ressentie dans sa propre enfance.

M.L. : Pour une femme, l'harmonie consiste à être comprise. Beaucoup de femmes y renconcent quand elles s'aperçoivent que l'autre est fabriqué autrement. La communication tarit alors.

J.J. : La femme prend normalement plus de responsabilité pour l'éducation des enfants quand ils sont petits, mais quand ils grandissent, le père doit grandir aussi dans son sens des responsabilités.

M.L. : C'est au moment du coucher des enfants que les choses étaient les plus difficiles. J'avais l'habitude de prier avec eux, et puis c'était un moment favorable pour les écouter et dialoguer avec eux. Quand je demandais à Jean-Jacques de leur dire bonsoir, ça l'ennuyait, il différait, avait toujours quelque chose à faire. Il consacrait beaucoup de temps aux enfants, mais ne prenait pas sa pleine responsabilité d'éducateur.

J.-J. : Jean-Noël avait alors dix ans. Il a immédiatement senti la différence quand j'ai pris la décision concrète de prendre du temps avec lui au moment de son coucher. Cela a changé nos relations. Marie-Lise m'a beaucoup aidé dans cette décision. Mais j'y reviendrai dans la suite de notre entretien.

Il semble donc que la communication – déjà difficile entre les deux partenaires du couple – soit mise à rude épreuve lors de la venue et de l'éducation des enfants, ces chers intrus, qui vont perturber délicieusement mais aussi enraciner par la suite cette communication tant souhaitée aux jours du printemps de l'amour.

DANIEL SAGNOL.

(à suivre)

Les Britanniques et le drame irlandais

SE LIBERER DU CARCAN DE L'HISTOIRE

Londres, vendredi 12 octobre 1984. A la radio, je prends les nouvelles du matin. Une bombe a explosé dans un hôtel où séjournent la plupart des membres du gouvernement britannique à l'occasion du congrès du parti conservateur à Brighton. Je branche la télévision : à l'écran je vois mon cousin, le plus jeune membre du cabinet de Mme Thatcher, participer aux opérations de sauvetage. On donne des nouvelles des blessés. Sur la liste, une personne de ma connaissance. Deux jours avant l'explosion, je prenais le thé avec un ami dans ce même hôtel.

Je sens monter en moi l'horreur et la colère. Qui sont ces gens sans cœur ni raison pour organiser et exécuter un tel attentat ? Ils disent qu'ils veulent que la Grande-Bretagne mette fin à sa domination coloniale en Irlande du nord. Ne comprennent-ils donc pas que même Hitler, avec toute la puissance d'une des nations les plus fortes et les plus efficaces du monde, n'a pas pu soumettre

par James Hore - Ruthven

notre pays à ses ambitions ? Voilà précisément le genre d'événements qui rend les Britanniques que nous sommes encore plus déterminés à ne pas céder.

Puis je me demande : comment mettre un terme à cette violence sans fin ? Le fait que d'autres commettent de tels actes d'horreurs nous libère-t-il pour autant de toute responsabilité ?

La plupart des Britanniques n'arrivent pas à comprendre la situation en Irlande du Nord. Nous disons : pourquoi ces maudits Irlandais ne cessent-ils pas de se référer à leur histoire ? Pourquoi n'apprennent-ils pas à cohabiter paisiblement ? Dans ce cas, nous serions prêts à retirer nos troupes et à accepter tout compromis constitutionnel sur lequel ils se mettraient d'accord.

Malheureusement, les choses ne sont pas aussi simples. En tous temps et en tous lieux, l'histoire le plus souvent dé-

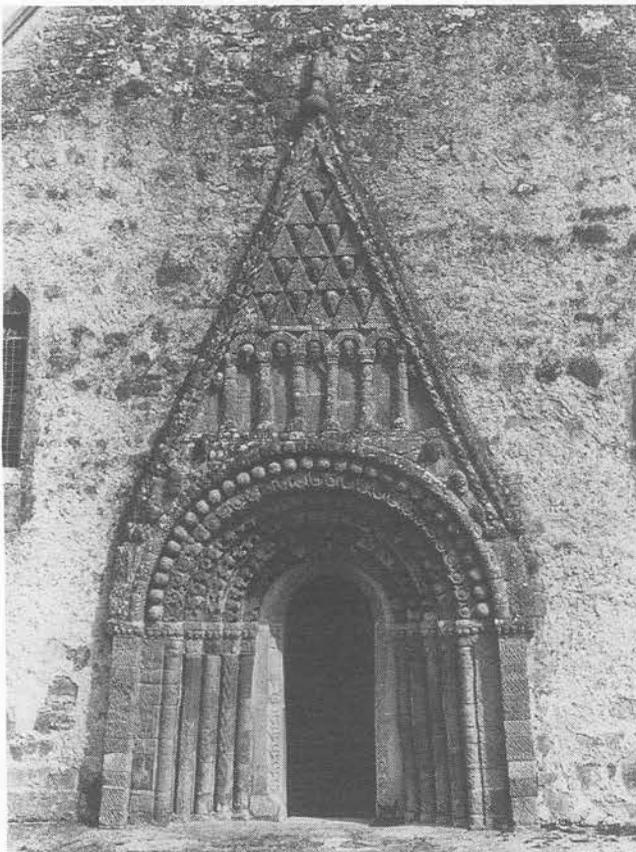
termine les événements et forge les caractères.

Dans les temps obscurs qui ont suivi la chute de Rome, l'Irlande, seule à l'autre bout de l'Europe, a entretenu la flamme du christianisme et l'a exportée vers le reste du continent. Il y a quelques semaines, le cardinal O'Fiaich, primat de toute l'Irlande, se trouvait à Salzbouurg ; il célébrait la fête du saint patron irlandais de la ville, Feargal. En chaque Irlandais brûle la fierté de son origine et le sentiment d'une mission profonde envers toute l'humanité.

Entre 1170 et 1541, l'Irlande s'est trouvée de plus en plus sous le joug de la domination anglaise. En 1541, le roi Henri VIII arracha pour toujours l'Angleterre à la houlette catholique. Il fit adopter par le parlement une loi selon laquelle « les rois d'Angleterre seront à jamais rois de la terre d'Irlande ... rattachée et unie à la couronne impériale d'Angleterre ». Il voulait ainsi étendre l'influence du protestantisme et empêcher que l'Irlande devienne une base permettant aux puissances catholiques européennes d'attaquer l'Angleterre de revers.

Séparation

Vinrent ensuite trois cents ans de domination britannique. La Réforme ne prit jamais racine dans le peuple irlandais. Les catholiques devinrent ainsi des citoyens de deuxième classe. Ils n'avaient pas le droit d'accéder aux charges agréées par la Couronne. A leur mort, leurs terres devaient être partagées en parts égales entre tous leurs enfants. Trop petites, elles n'étaient plus viables. Par contre, si l'un des enfants se convertissait, il recevait toute la terre. Aucun catholique n'avait la possibilité de faire des études ni d'enseigner. De vastes domaines furent donnés à des nobles anglais qui constituèrent la « suprématie protestante ». Dans les premières années du XVII^e siècle, les Irlandais du nord se révoltèrent. Des milliers d'Ecossois furent envoyés en Irlande et on leur attribua des terres catholiques. La majorité de ces Ecossois



Le portail de la cathédrale de Clonfert. Les photos de cet article évoquent la République d'Irlande. En revanche, la photo de couverture représente le château de Carrickfergus, en Irlande du nord (XII^e siècle).

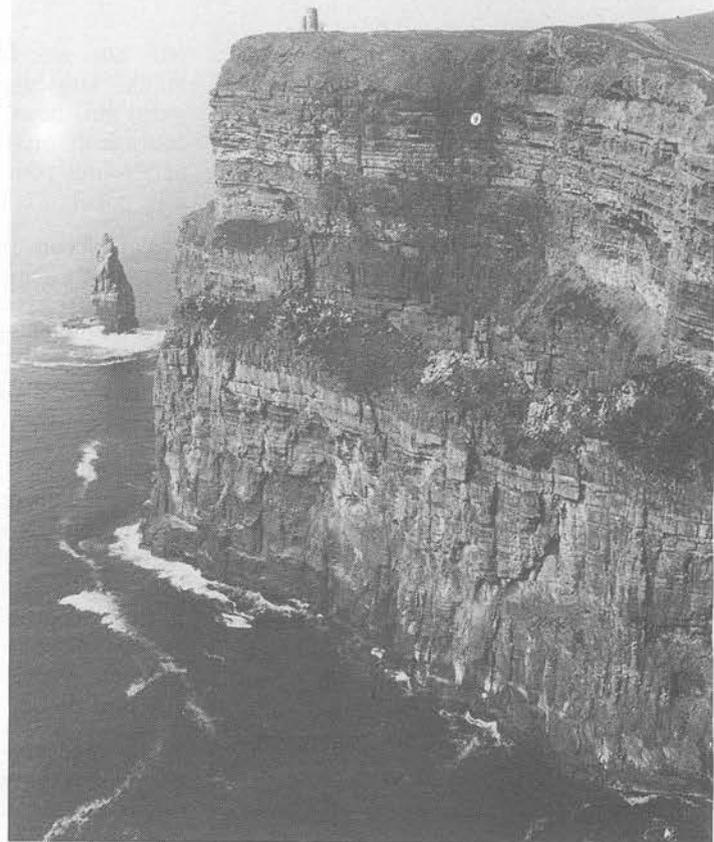
étaient des disciples zélés de John Knox, ardent réformateur et élève de Calvin. Aujourd'hui, ce sont leurs descendants qui forment le noyau des Loyalistes d'Irlande du nord. Le même zèle les anime encore : « Ce n'est pas le nationalisme du sud que nous craignons, c'est le catholicisme, » m'a dit un protestant presbytérien de Belfast.

Après la première guerre mondiale, il était évident que l'Irlande devait rompre avec la Grande-Bretagne ; les protestants du nord refusèrent de rallier ce qui à leurs yeux serait un « Etat papiste » gouverné par Dublin. Inflation verbale, pressions et manœuvres de toutes sortes, le tout envenimé d'amertume, aboutiront à la séparation de l'Irlande du Nord. Celle-ci devint une région autonome, l'Ulster, rattachée à la Grande-Bretagne et administrée comme telle de 1921 à 1971. « Un Etat protestant pour une population protestante, » tel était le slogan des fondateurs de la province. Un grand nombre de catholiques se virent contraints d'émigrer, victimes de discrimination en matière d'emploi et de logement. Les Anglais découpèrent les circonscriptions électorales de façon à s'assurer la majorité au parlement de la province, le « Stormont ». A Westminster, le parlement britannique, conscient de la situation, n'eut jamais le courage d'intervenir avant les événements de 1969. En 1971, il fut décidé que l'Irlande du Nord serait administrée directement depuis Westminster.

Les armes et les urnes

Quatre forces sont aujourd'hui en présence : les nationalistes du sud, la majorité protestante du nord (les Loyalistes), la minorité catholique du nord et, enfin, les Anglais détenteurs du pouvoir. Les nationalistes du sud estiment avec plus ou moins de conviction que l'Ulster fait partie intégrante de la terre sacrée d'Irlande et que l'Angleterre s'y accroche et l'administre uniquement pour défendre les intérêts protestants. Au nord, les protestants n'ont aucune confiance dans le projet politique des nationalistes. Face à l'idée d'une fusion avec le sud, ils sont prêts à se défendre de toutes leurs forces. Ils n'hésiteraient pas à résister jusqu'à la mort ou à déclarer l'indépendance unilatérale. Leurs forces para-militaires sont nombreuses, bien organisées et prêtes à entrer en action.

Les falaises de Moher, sur la côte atlantique.



La population catholique du nord, si longtemps exclue de tout pouvoir et victime de la discrimination, n'a aucune confiance dans les Loyalistes. En outre, elle a l'impression que le Parlement tout puissant de Westminster ne l'a jamais comprise. Dans leurs ghettos, volontaires ou combattants recrutés sous la menace viennent grossir les rangs d'organisations terroristes comme l'I.R.A. Gerry Adams, chef du Sinn Fein provisoire (parti affilié à l'I.R.A.) s'est fait ouvertement l'avocat d'une lutte sur deux fronts : celle des armes et celle des urnes. Son but ultime, il ne le cache pas, est la réunification de l'Irlande en un Etat socialiste. En fait, la majorité des Anglais pensent que la crise se soldera par l'unification de l'Irlande. Par contre l'on sait à Westminster que la moindre démarche en vue de l'unification provoquera un retour de flamme de la part des Loyalistes et déclenchera la guerre civile. L'évêque anglican de Salisbury disait récemment que la situation irlandaise « porte la marque indubitable du diabolisme parce qu'il n'existe pas de solution juste au problème posé, pas de démarche logique qui ne soit attaquable, chacun des deux camps justifiant son extrémisme par une argumentation de nature morale ».

Que faire dans ces conditions ? Seule une démarche d'honnêteté profonde, de

repentance, de pardon et de confiance ouvrira la voie à la solution. Depuis plus de cent ans, les hommes politiques se sont livrés à des manipulations constitutionnelles. Ils ont tous échoué.

Je me souviens avec émoi de la visite que me rendit il y a quelques années un prêtre catholique d'Irlande du Nord. Il m'avait parlé de ses paroissiens à qui il était pratiquement impossible d'obtenir justice ou de trouver un emploi. Par dessus tout se posait à eux un grave problème de conscience : peut-on recourir à la violence pour que justice soit faite ?

Je lui avais demandé : « Que puis-je faire, moi qui suis britannique ? » Il m'avait répondu : « Sondez votre cœur et laissez Le Tout-Puissant vous guider. »

Intrigues et corruption

Pour commencer j'ai lu quelques livres sur l'histoire de l'Irlande. Je fus horrifié de ma propre ignorance. Nous autres Britanniques, nous avons le même comportement que celui que nous reprochons aux Irlandais. Infatués de notre propre image mythique, nous nous croyons une nation bonne, courageuse, pragmatique et bienveillante lorsqu'il s'agit de savoir ce qui est bon pour

autrui. Or l'histoire de l'Irlande dit tout autre chose sur les Anglais ; elle parle de nos intrigues, de notre corruption, de notre dureté et de notre attachement exclusif à nos propres intérêts.

La culpabilité ne peut servir de base à une politique d'avenir, diront certains hommes politiques. Ce qui veut dire en fait : en politique, il n'y a pas de place pour le repentir. Est-il possible dans ce cas d'espérer que les nationalistes ou les Loyalistes abandonnent les mythes et les préjugés passés quand nous ne voyons pas les nôtres ? Loin de moi la mesquinerie de ces Britanniques qui veulent que leur pays abandonne ses responsabilités mondiales et batte sa coulpe à cause de son passé en ne se préoccupant que de sa prospérité matérielle. La vraie maturité d'une personne ou d'une nation se manifeste quand celle-ci se laisse émouvoir par les hauts faits du passé ou du présent mais aussi quand elle reconnaît avec humilité ses propres erreurs.

La tête et le cœur

Car nous avons commis des erreurs en Irlande du Nord. Peut-être encore plus que les factions en présence aujourd'hui, nous devons accepter nos responsabilités. Sans sous-estimer les actes individuels de courage et de générosité dont les Britanniques peuvent se prévaloir, il nous faut admettre que nos façons d'agir en Irlande ont été dictées

par nos intérêts économiques, coloniaux, stratégiques et religieux. Aujourd'hui, nous n'avons pas encore le courage de mettre en œuvre les moyens nécessaires pour que justice soit rendue à la population catholique du nord.

J'ai découvert qu'en reconnaissant mes torts j'acquiesçais deux qualités. La première, c'est de comprendre autant avec mon cœur qu'avec ma tête ce que ressent l'autre. La deuxième, qui en découle, c'est d'aimer plutôt que de critiquer ou haïr.

Accuser, haïr, craindre et rejeter la faute sur l'autre sont des attitudes fréquentes en Irlande du Nord. Au niveau individuel, les chrétiens font beaucoup pour guérir les blessures physiques et spirituelles et la haine. Comment peut-on parvenir à ce que le même travail se fasse au niveau de deux communautés que tout divise.

Un médecin protestant de Belfast évoquait récemment dans un article les « deux phases » de sa conversion. Il racontait comment, adolescent, il avait retrouvé la foi après avoir compris qu'il était le « dernier des pécheurs ». Ce fut une expérience de libération et de découverte de l'amour de Dieu. « Plus tard, poursuit-il, un déclic se fit en moi, une sorte de deuxième conversion. J'ai endossé pleinement ma responsabilité de membre de la communauté protestante d'Irlande du Nord et j'ai reconnu que je faisais partie de ceux qui ont commis

des actes odieux et cruels. De cette profonde transformation intérieure a résulté une deuxième libération. Je me suis trouvé délivré du carcan que constitue l'histoire de notre peuple. »

Sortir du carcan de l'histoire : voilà le défi que lance la situation en Irlande du Nord. On n'arriverait pas à dresser la liste des points du monde où les erreurs du passé sont exploitées par la propagande moderne et où le recours aux armes engendre des conflits aux conséquences terribles et sans issues apparentes.

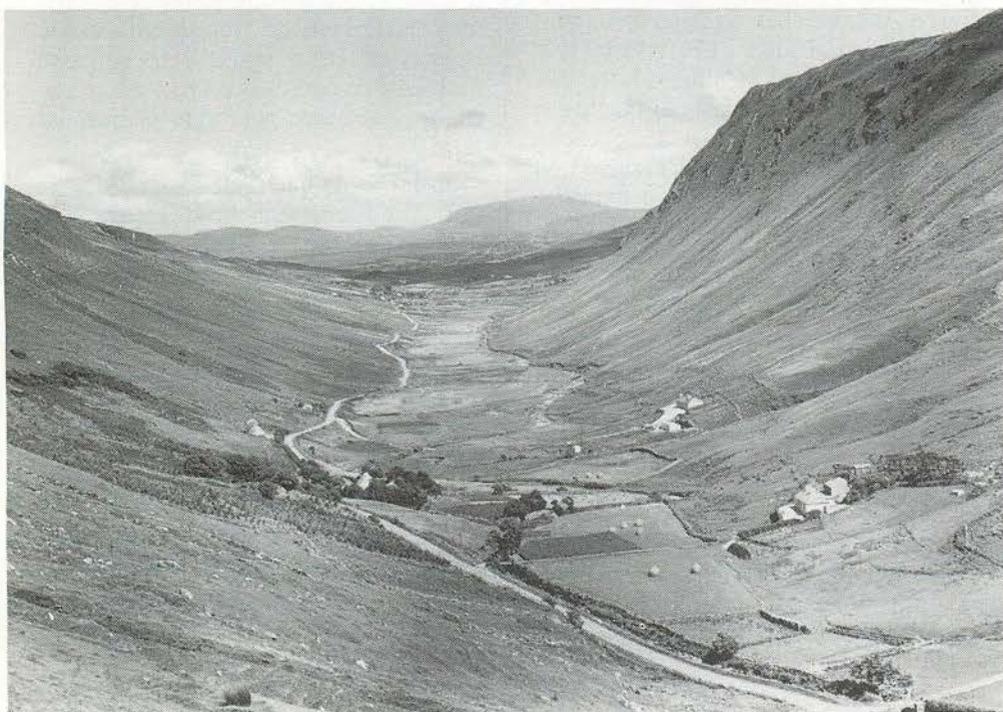
Champions

Le défi qui m'est posé personnellement en tant que Britannique, c'est celui qu'a exprimé un ami catholique qui vit dans l'un des ghettos de Belfast : « Il faut trouver des gens qui aiment assez la Grande-Bretagne pour ne pas avoir peur de reconnaître les erreurs passées et présentes ni de les réparer, » m'a-t-il dit un jour.

Pour notre nation, le défi est d'accepter que la route de l'humilité est la seule qui mènera à la confiance et que seule la confiance aboutira à une solution politique.

Si la Grande-Bretagne et l'Irlande se faisaient les champions d'une telle confiance, quelle perspective d'espoir pour l'humanité !

JAMES HORE-RUTHVEN



Ci-contre : Dans le comté de Donegal.

COLLECTION RELIÉE
des n°s de « CHANGER »
1984

Un utile volume
de référence sous
une présentation
solide et soignée

Commandez-la aujourd'hui
à l'une de nos adresses

80 FF

Frs.s. 24.—

LE RÉARMEMENT MORAL SUR LE TERRAIN

Efforts parallèles

Comme chaque année, le numéro spécial de *Changer* rendant compte des conférences de l'été a été envoyé à plus d'une centaine de dirigeants suisses et de responsables des organisations internationales établies dans le pays.

« Je trouve très remarquable, écrit dans sa lettre de remerciement le président du Comité International de la Croix Rouge, Alexandre Hay, que vous ayez la possibilité de réunir de si nombreuses personnalités venant de toutes les parties du monde pour discuter des problèmes qui nous préoccupent tous. Sans doute ces efforts sont-ils parallèles à ceux de la Croix Rouge. »

De son côté, le directeur de l'Office des Nations Unies à Genève écrit : « Je dois avouer avoir ressenti à la fois satisfaction et émotion en constatant qu'un nombre croissant d'individus œuvraient pour la cause de la paix, de la compréhension et de la justice. Nous qui, quotidiennement, dédions d'inlassables efforts au « mieux-être » de l'humanité, sommes pleinement en mesure d'apprécier la valeur et l'étendue de votre œuvre. Il est à souhaiter que vos efforts soient une source d'inspiration pour un plus grand nombre. »

Parmi les autres lettres reçues, signalons celle d'un ancien secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères à Berne et celle, très amicale, du président du Conseil d'Etat du canton de Vaud, canton où se trouve situé le centre de Caux.

Visite du cardinal König à Londres

Le Cardinal Franz König, archevêque de Vienne, a fait, à l'invitation du Réarmement moral, une visite d'une semaine en Angleterre.

Grâce à ses hôtes, de nombreux entretiens privés lui ont permis de connaître les différents courants de la

vie britannique : un membre du gouvernement de Mme Thatcher, des mineurs en grève, des professeurs et étudiants d'Oxford, des personnalités liées au problème irlandais, se sont entretenus avec lui.

Le cardinal, qui fut à Rome pendant 15 ans l'animateur du Secrétariat pour les non-croyants, a fait le 13 novembre, au Théâtre Westminster, une conférence sur le sujet « Regards sur l'Europe orientale. » Devant une salle comble, le cardinal a souligné l'important nouveau de la foi en Europe orientale, dont la *Pravda* reconnaît le danger. « Les chrétiens du bloc oriental ont été purifiés par des années de persécution. Ils convertiront le monde occidental, » a-t-il dit notamment.

L'hebdomadaire catholique anglais *The Tablet* a rendu compte de cette visite.

Pendant son séjour, le prélat a été solennellement salué par l'archevêque de Canterbury, Mgr Runcie, devant le synode de l'Eglise anglicane, auquel il s'est ensuite adressé. Le cardinal Basil Hume, archevêque de Westminster, lui a donné l'occasion de rencontrer l'ensemble de l'épiscopat catholique d'Angleterre et du Pays de Galles. Le « speaker » du parlement a invité le cardinal à un petit-déjeuner avec une quarantaine de députés. « Vous œuvrez à changer les lois et à les adapter au monde moderne. Il est important que vous vous changiez vous-mêmes, » a notamment déclaré le cardinal aux parlementaires.

Salvador : « un espace politique pour tous »

A la veille du deuxième « dialogue » devant réunir, au Salvador, les représentants du gouvernement et les chefs de la guérilla, s'est déroulée une rencontre du Réarmement moral placée sous le thème : « La paix est l'affaire de tous. »

Le désir de paix des quelque soixante Salvadoriens présents n'avait d'égal que leur désir de découvrir en quoi les idées du Réarmement moral – et leur mise en pratique dans leur vie quotidienne – pouvaient aider leur pays.

José Luis Grande Presa, secrétaire général de la Confédération générale du Travail, dont deux cents militants ont été assassinés depuis le début de la guerre civile, a déclaré : « Le problème n'est pas gouvernemental. Il est en nous, Salvadoriens, qui nous sommes montrés incapables

de conquérir la paix. » Les organisateurs de la rencontre ont été reçus par le président José Napoléon Duarte. « Au moment où s'engage le deuxième dialogue, leur a-t-il dit, j'ai confiance que nous trouverons des points de convergence. A ce niveau, votre visite est importante. Soyez assurés que notre gouvernement veut la paix. Nous avons besoin d'un esprit de renouvellement qui puisse éliminer la haine et la violence qui nous ont fait perdre la dimension humaine. Avec la tolérance, nous créerons un espace politique pour tous. »



A Salvador, le président Napoléon Duarte reçoit une invitation à la rencontre du Réarmement moral des mains d'une des organisatrices, Mme Eduardo Molina.

Norvège : un anniversaire

Le 27 octobre 1934, Frank Buchman et une trentaine de personnes animaient près d'Oslo une rencontre du Groupe d'Oxford (qui devait devenir en 1938 le Réarmement moral). Leur visite se déroulait à l'invitation du président du parlement norvégien. Cette rencontre, et celles qui ont suivi, devaient déclencher « un changement de climat dans tout le pays », selon les termes de l'évêque Berggrav, primat de l'église luthérienne.

Le 27 octobre 1984, près de cinq cents personnes se rassemblaient dans un grand hôtel de la capitale pour célébrer le 50^e anniversaire de cet événement.

A cette occasion, l'écrivain Karl Fredrik Engelstad rap-

pela l'effet que le Groupe d'Oxford avait eu sur la vie culturelle du pays à une époque où, « après l'effondrement économique des années vingt, le pessimisme et le désespoir s'étaient installés un peu partout ».

De nombreuses personnes ont témoigné de l'impact que le Groupe d'Oxford ou le Réarmement moral avaient eu dans leur vie.

Pour Bjørn Ole Austad, qui parlait au nom de la jeune génération, le Réarmement moral a signifié « la volonté de changer, et de continuer la lutte après l'effondrement, à la fin des années 60, de tous les rêves politiques ».

Quatre quotidiens d'Oslo, ainsi que plusieurs journaux de province, ont rendu compte de cet anniversaire. La radio nationale lui a consacré une émission de vingt-cinq minutes.

Rencontre franco-britannique

LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE FERMENT DE DISCORDE OU FACTEUR DE CROISSANCE ?

« Si nous trouvons une base d'entente qui dépasse la seule défense de nos intérêts personnels, nous sommes convaincus que le monde agricole franco-britannique pourra apporter une contribution utile et constructive à la Communauté européenne. » C'est ainsi qu'un fonctionnaire français, Alain Revel, qui était encore récemment responsable des affaires internationales au ministère de l'agriculture, ouvrait le débat qui réunissait les 8 et 9 novembre derniers dans la maison du Réarmement moral à Boulogne-Billancourt une trentaine de personnes venues d'Ecosse, du Sud et de l'Ouest de l'Angleterre ainsi que de différentes régions de France.

Le dialogue avait été amorcé en 1983 au centre de Conférence internationales de Caux lors d'une rencontre sur le thème « Europe, quelle est ta destinée ? » Des entretiens avec des agriculteurs britanniques, puis la visite de certains d'entre eux en France avaient amené Alain Revel et un agriculteur britannique, Patrick Evans, à organiser cette réunion, plus formelle, où sont venus agriculteurs, représentants de la

recherche agricole et des services paragraves, syndicalistes et fonctionnaires, parfois accompagnés de leur épouse. Les participants ont pu poursuivre cette rencontre par une visite chez des agriculteurs de Seine Maritime, tous engagés sur le plan professionnel ou politique.

Trois thèmes ont été retenus pour orienter les échanges :

1. Quel type de société rurale souhaitons-nous voir se développer en Europe et quels doivent être ses rapports avec la profession agricole ? Cette société rurale peut-elle apporter une contribution appréciable à une Europe très largement urbanisée ?

2. La politique agricole européenne. Côté français, nous avons été déçus de ne pas voir, au moment de l'élargissement de la C.E.E. à la Grande-Bretagne, ce pays apporter dans la négociation commune son pragmatisme économique bien connu sur lequel nous fondions beaucoup d'espoir. Cela a retardé certaines décisions et accentué certains conflits. En parlant franchement des points de friction et d'insatis-

faction, nous pourrions rechercher des voies de solution.

3. L'agriculture européenne doit être vécue dans une perspective mondiale. Nous sommes confrontés à la concurrence des Etats-Unis et du Commonwealth et aux besoins de développement du tiers-monde. Quelles sont nos responsabilités dans ces différents domaines ?

Mme Simone Nidenberg, chef du département des sciences sociales appliquées à l'E.N.G.R.E.F.¹, a souligné ce qui différencie les agricultures française et britannique. En Grande-Bretagne, avec moins de 3 % de la population active, l'agriculture à haute productivité se considère comme une industrie. En France, avec 8 % des actifs, elle apparaît plus comme un mode de vie. La différence entre ces deux conceptions influe les politiques rurales et agricoles.

Pluri-activité

« Aux Etats-Unis, remarquait M. Revel, la population agricole s'est stabilisée à 3,5 % des actifs depuis le premier choc pétrolier. Le style de vie de cette population montre qu'on peut rester agriculteur même si l'on n'en retire pas l'essentiel de ses revenus.

« Le fait que des gens habitent leur ferme et la cultivent est essentiel dans les temps de crise où nous vivons, car ils possèdent là une base solide pour affronter d'autres activités économiques. Depuis 1973, les « trentes glorieuses » sont terminées, mais nous n'avons pas encore pris conscience qu'une société qui n'est pas en croissance économique constante doit faire appel à des modes de solidarité et de production différents. » Il est d'ailleurs significatif qu'en France aujourd'hui 200 000 exploitations ne trouvent leur équilibre que par l'apport salarial de l'épouse, à l'image de ce ménage agriculteur-infirmière participant à la rencontre.



(1) Ecole nationale du Génie rural et des Eaux et Forêts.

La pluri-activité permettrait de rendre viables beaucoup de fermes de 8 à 10 hectares. Les interventions publiques pourraient alors être libérées pour aider les agriculteurs « à temps plein » qui ont besoin de capitaux importants. Mais l'idée même de la pluri-activité n'est pas encore entrée dans la pensée des milieux officiels et des syndicats agricoles et la législation décourage l'agriculture à temps partiel. Comme l'a dit le président de la Chambre d'agriculture de la Meuse, Jean-Marie Bastien, les organisations professionnelles craignent d'imposer aux exploitants qui sont souvent âgés une idée qu'ils ne peuvent envisager.

Les Britanniques, de leur côté, ressentent vivement les problèmes liés à l'évolution de la société rurale, notamment avec la montée des mouvements écologiques.

De la C.E.E. au tiers-monde

Passant au deuxième thème, le fonctionnement de la politique agricole européenne, l'Écossais Seumas Graham, éleveur de moutons, a déclaré : « Pour nous, 1973, date du choc pétrolier, correspond à notre entrée dans la C.E.E. Tout ce qui ne va pas depuis 1973 est mis sur le compte de la C.E.E. Néanmoins, nous étions habitués à une agriculture dont les prix évoluaient en fonction des cours mondiaux, c'est à dire orientée vers les consommateurs. En France, au contraire, vous cherchez avant tout à maintenir un niveau de vie acceptable pour les agriculteurs.

« Il nous faut rechercher des buts communs mais pas forcément l'uniformité. Nous, syndicalistes de l'agriculture, nous attendons à ce que la production soit limitée et que les quotas et les prix soient fixés en fonction des unités les plus efficaces, avec un soutien aux régions défavorisées. »

A propos des réglementations nationales touchant les diverses productions agricoles, il a été suggéré d'appliquer sur le plan européen la solution nationale jugée la meilleure.

Ces échanges ont montré que les agriculteurs peuvent trouver entre eux des solutions aux problèmes qui les concernent. C'est du moins la conviction d'un éleveur d'ovins, responsable de l'Office de la production de viande ovine et bovine d'Écosse, qui entretient depuis deux ans des relations avec des

Ci-contre : Chez M. Doutreleau, éleveur de vaches laitières. Page de gauche : Le groupe des agriculteurs britanniques et français entourent M. et Mme Bernard Decaen, leurs hôtes en Seine-Maritime.



agriculteurs français et qui voit dans ces liens personnels un moyen unique de dépasser les contentieux.

Passant au troisième thème de la rencontre, Pat Evans, animateur local du mouvement « Farmer to farmer program »² a rappelé que l'agriculteur devait garder une perspective mondiale. « Les moyens de supprimer la famine existent, a-t-il dit. Faut-il que les gouvernements n'agissent que sous la pression de l'opinion publique ou peuvent-ils décider de s'y employer efficacement comme preuve de leur volonté d'en venir à bout ?

« La détérioration des termes de l'échange et le faible prix payé aux paysans du tiers-monde pour leurs produits vivriers ont provoqué la réapparition de la malnutrition et de la pauvreté qui avaient au préalable diminué. Il nous faut redonner confiance aux responsables du tiers-monde qui ont accordé leur préférence aux pays à économie libérale et qui ont tendance à remettre en question leur choix en se tournant vers les régimes à économie d'obéissance marxiste.

Valeurs

« Cette tâche revient spécialement aux pays exportateurs de produits agricoles. L'Australie et la Nouvelle-Zélande, avec leur faible population et leurs faibles coûts de production, pourraient être des partenaires privilégiés des États-Unis et de l'Europe dans une telle entreprise.

« C'est avant tout une question de valeurs au sens moral et spirituel plus que de financement et d'organisation. Néanmoins, il est crucial pour les agriculteurs du tiers-monde de s'organiser entre eux.

« Nous avons organisé dans ma région des rencontres avec des agriculteurs de l'Ouest indien. Le responsable

du projet du côté indien m'a écrit : « Chacun de nous se sent ici appelé à agir en vue de la transformation de la société. Cela exige une intégrité absolue dans nos vies personnelles, même si certains d'entre nous ne peuvent s'appuyer sur la foi en Dieu. » Ces mots m'ont touché car ils disaient l'espoir que nous trouverions, en travaillant ensemble, une foi à la hauteur des besoins. Mais sa remarque souligne aussi le dilemme que peut ressentir l'homme de bonne volonté face à une mission surhumaine. »

L'agriculture, outil de paix

Honnêteté, écoute mutuelle, volonté de compréhension et regard au-delà de nos frontières auront fait de ces journées de réflexion un ferment d'unité franco-britannique. Un des participants français a dit en partant : « J'étais venu avec l'idée de servir à mes collègues britanniques quelques vérités bien senties, mais cette maison doit avoir un esprit apaisant car cela n'a pas été nécessaire. »

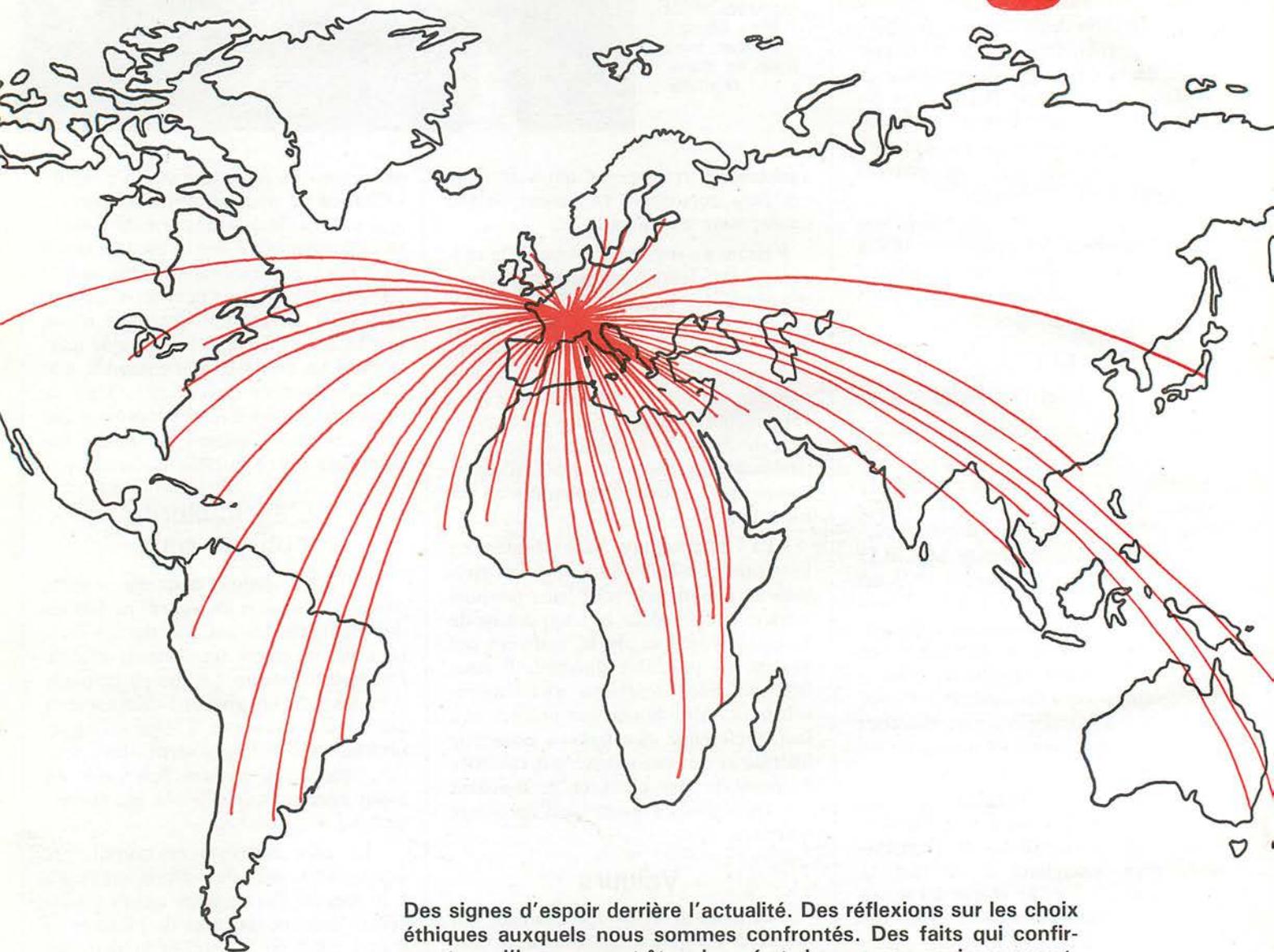
« La paix mondiale ne saurait être sauvegardée sans des efforts créateurs à la mesure des dangers qui la menacent, » disaient les pères de l'Europe le 9 mai 1950. Si la faim et la pauvreté sont de telles menaces aujourd'hui, nul doute aussi que l'agriculture est l'outil de la paix. La France et la Grande-Bretagne avec leurs agriculteurs, si différents et si complémentaires, pourraient être les pacificateurs du monde d'aujourd'hui, dans la fidélité aux créateurs de la Communauté.

CLAUDE BOURDIN
et CHARLES DANGUY

(2) Coopération entre agriculteurs du tiers-monde et de Grande-Bretagne selon l'idée des A.F.D.I. en France.

Dans 56 pays, on lit...

...changer



Des signes d'espoir derrière l'actualité. Des réflexions sur les choix éthiques auxquels nous sommes confrontés. Des faits qui confirment que l'homme peut être changé et changer son environnement. Tous les mois, seize pages qui aiguillonneront votre courage.

Abonnez-vous

Abonnez vos amis

En renvoyant ce bulletin dûment rempli et découpé à l'une des adresses suivantes :

M./Mme/Mlle Prénom

Adresse

Code postal Ville Pays

désire s'abonner à la revue CHANGER à partir du mois de 19... et s'acquittera du montant de l'abonnement dès réception de votre facture (tarifs ci-contre).

désire bénéficier d'une prochaine campagne de promotion de la revue.

Date : Signature :

Suisse : CHANGER
CH - 1824 CAUX

France et autres pays :
CHANGER
68 boulevard Flandrin
F - 75116 PARIS